

Vous lisez actuellement :

olée de sa



Nous vous recommandons

Votre région est-elle touchée par le coronavirus ? Notre carte de Fr ...



SAUVEGARDER CET ARTICLE

La réponse de l'Etat français à la pandémie de coronavirus va favoriser un alourdissement du poids de la dette publique de la France. La question est de savoir si la trajectoire de ce fardeau pourra être stabilisée, souligne François Ecalle, le président de l'association Fipeco.

Décidément, la propagation de la pandémie de **coronavirus** et les **mesures de confinement** qui en résultent **assombrissent les perspectives économiques** de la zone euro. A tel point que Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne, n'a pas hésité à évoquer une récession de 5% dans l'Union européenne, rapporte le Frankfurter Allgemeine Zeitung. La patronne de la BCE a estimé que les mesures de confinement auraient un impact compris entre 2 et 10 points de pourcentage sur la croissance européenne.

Ce net refroidissement à venir sur le front de la croissance ne manquera pas de peser sur les finances publiques **déjà très dégradées**. La question étant de savoir dans quelle mesure... Dans ce contexte de très grande incertitude, François Ecalle, ancien rapporteur général du rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques et président de l'association Fipeco, a cherché à mesurer l'impact sur le déficit et la dette publique d'une évolution du PIB dans les années 2020 à 2024 identique à celle des années 2008 à 2012 (c'est-à-dire les années suivant **la crise financière des subprime**). Si la crise actuelle est "évidemment très différente", ce scénario permet néanmoins de montrer "l'ordre de grandeur de ses effets possibles et d'en tirer des enseignements pour la politique économique à suivre", relève-t-il.

**>> A lire aussi - Les dettes des Etats explosent, c'est vraiment grave docteur ?**

En supposant un solde structurel stabilisé à son niveau de 2019, des mesures temporaires de relance mises en œuvre en 2020-2021 à hauteur de 1,3 point de PIB (31 milliards d'euros) comme en

VOIR LES + LUS

La Redoute



COMMUNIQUÉ

DES MURS  
PARIS  
L'IMMOBILIER SUR MESURE

L'essentiel sur l'actualité des marchés et des entreprises.

Mon adresse e-mail

J'accepte les conditions générales d'utilisation et la charte de protection des données

JE CRÉE UN COMPTE POUR RECEVOIR MES NEWSLETTERS

Je pourrai ainsi gérer facilement mes inscriptions aux newsletters.

Déjà un compte ?  
Je me connecte pour m'inscrire à la newsletter



Vous lisez actuellement :

**L'essentiel sur l'actualité des marchés et des entreprises.**

Mon adresse e-mail

J'accepte les conditions générales d'utilisation et la charte de protection des données

**JE CRÉE UN COMPTE POUR RECEVOIR MES NEWSLETTERS**

Je pourrai ainsi gérer facilement mes inscriptions aux newsletters.

Déjà un compte ?  
Je me connecte pour m'inscrire à la newsletter

olée de sa



évidemment très différents ; ce scénario permet néanmoins de montrer "l'ordre de grandeur de ses effets possibles et d'en tirer des enseignements pour la politique économique à suivre", relève-t-il.

**>> A lire aussi - Les dettes des Etats explosent, c'est vraiment grave docteur ?**

En supposant un solde structurel stabilisé à son niveau de 2019, des mesures temporaires de relance mises en œuvre en 2020-2021 à hauteur de 1,3 point de PIB (31 milliards d'euros) comme en 2009-2010 et un solde conjoncturel fluctuant avec l'activité économique en jouant son rôle de stabilisateur automatique, "le déficit public serait compris entre 4 et 5,5% du PIB dans les années 2020 à 2024", juge l'expert. La dette publique augmenterait fortement en 2020 et 2021, puis plus modérément, pour atteindre 116% du PIB à fin 2024 (contre près de 99% à fin 2019), selon lui.

**>> A lire aussi - Dette publique : ces pays vivant très bien malgré un lourd fardeau**

La hausse de l'endettement de fin 2019 à fin 2024 (+17 points de PIB) serait ainsi inférieure à celle qui a été constatée de fin 2007 à fin 2012 (+26 points). "La principale raison est que le déficit structurel est stabilisé à 2,2% du PIB dans ce scénario alors qu'il était de 4,4% du PIB en 2007 et qu'il était encore de 4,1% en 2012", explique l'expert, qui relève que "si la France avait réduit plus fortement son déficit structurel dans les années 2010 à 2019, la dette augmenterait moins".

**PETER HAHN**  
Sponsorisé



Nous vous recommandons  
Votre région est-elle touchée par le coronavirus ? Notre carte de Fr ...

COMMUNIQUÉ

**DES MURS PARIS**  
L'IMMOBILIER SUR MESURE

**VIDÉOS À NE PAS MANQUER**



**Confinement : le plan du gouvernement pour éviter la déroute à des milliers de copropriétés**

**SERVICES RECOMMANDÉS PAR CAPITAL**

- PUBLIER SON ANNONCE LÉGALE
- COMPARATEUR DE BANQUES PRO
- COMPARATEUR DE COMPTES TITRES



Vous lisez actuellement :

olée de sa



Nous vous recommandons  
Votre région est-elle touchée par le coronavirus ? Notre carte de Fr ...



**L'essentiel sur l'actualité des marchés et des entreprises.**

Mon adresse e-mail

J'accepte les conditions générales d'utilisation et la charte de protection des données

**JE CRÉE UN COMPTE POUR RECEVOIR MES NEWSLETTERS**

Je pourrai ainsi gérer facilement mes inscriptions aux newsletters.

Déjà un compte ?  
Je me connecte pour m'inscrire à la newsletter

### Le blazer manches 3/4 ...

[Plus De Mode >](#)

Si cette hausse est jugée "préoccupante", le plus important est néanmoins de pouvoir "stabiliser la dette en pourcentage du PIB, quel qu'en soit le niveau. Or, si la croissance repart, la faiblesse des taux d'intérêt facilitera cette stabilisation", juge François Ecalle.

**>> Inscrivez-vous à notre newsletter Entreprises et Marchés**

Dans le scénario retenu, le déficit primaire structurel atteint en 2024 permet de stabiliser la dette au-dessous de 115% du PIB. "Il est très important que les nécessaires mesures de relance de l'activité et de soutien des ménages et entreprises soient temporaires pour que le déficit structurel n'augmente pas", met en garde l'économiste.

**>> Notre service - Investissez dans des sociétés innovantes et à fort potentiel de valorisation avant leur introduction en Bourse**

Reste que les intervenants des marchés financiers pourraient néanmoins considérer que ce scénario n'est pas réaliste et qu'une dette de 115% du PIB est trop élevée. Ils pourraient ainsi augmenter la prime de risque sur les emprunts de la France (c'est-à-dire exiger un taux d'intérêt - une rémunération - supérieur sur les obligations d'Etat de l'Hexagone pour compenser un risque perçu accru) et rendre ainsi "beaucoup plus difficile le contrôle de l'endettement public", avertit François Ecalle.

**>> A lire aussi - "Un vent de panique souffle chez les banques centrales"**

Si l'expert juge ce risque limité "du fait de l'existence de la zone euro et des possibilités d'achats de titres publics de la BCE", cela suppose toutefois une solidarité entre les pays financièrement solides (l'Allemagne ou les Pays-Bas, par exemple) et **les pays fragiles** de la zone euro (**l'Italie, notamment**), qui risque d'être mise à rude épreuve



**NOUVEAU PODCAST**

WONDERY

**NIKE**

**ADIDAS**

MC DONALD'S BURGER KING

**PERSI COCA**

A ECOUTER SUR CAPITAL.FR

Capital

328 355 mentions J'aime

**Capital**

J'aime cette Page S'inscrire

1 ami(e) aime ça

*Peter Hahn*

La nouvelle mode de la saison